



# Démocratie révolutionnaire

## Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 327 du 24 mars 2024

Au sommaire :

- **Ce n'est pas aux travailleurs de payer la dette qui nourrit le CAC40** - *Christine Héraud*
- **Élections truquées, guerre barbare, attentat terroriste, la tyrannie de Poutine, produit du nationalisme grand russe et de l'offensive de l'Otan, minée par sa propre violence** - *Galia Trépère*
- **Biden-Trump, les candidats d'un capitalisme sénile en décomposition qui menace la planète...** - *Yvan Lemaitre*

## Ce n'est pas aux travailleurs de payer la dette qui nourrit le CAC40

La journée de grève du 19 mars pour les salaires, appelée par l'intersyndicale de la Fonction publique a mobilisé 100 000 manifestant-es dans les différentes villes selon la CGT. Les cortèges étaient en grande partie animés par les salarié-es de l'Éducation, principalement celles et ceux des collèges mobilisés depuis la grève du 1er février contre la dégradation des conditions de travail, le manque de moyens, de personnels et de postes, la réforme du « choc des savoirs ». Le nombre de grévistes dans les écoles comme dans la majorité des autres secteurs du public a été très modeste, 6,4 % d'après le ministère de la Fonction publique. Même si les chiffres officiels ont pour habitude de sous-estimer la réalité, ils soulignent le décalage entre une colère profonde des salarié-es et le peu d'intérêt et la lassitude que suscitent ces journées sans lendemain appelées par des directions syndicales discréditées qui refusent d'organiser l'affrontement avec le gouvernement, laissant croire à une possible négociation alors qu'il est à l'offensive contre le monde du travail et les classes populaires.

Macron a convoqué mercredi ses ministres à l'Élysée pour une réunion de crise sur le déficit public qui pourrait atteindre 5,6 % en 2024, soit 157 milliards d'euros selon l'INSEE, alors que la Commission européenne attend son plan de mesures d'austérité pour le ramener à l'arbitraire réglementaire des 3 % d'ici 2027. Après les 10 milliards supprimés sur le budget 2024 et les 22 milliards annoncés sur celui de 2025, c'est 50 milliards qu'il s'apprête à prendre sur les budgets sociaux et les services publics. « La dépense publique n'est pas faite que de la dépense d'Etat » a-t-il déclaré vendredi depuis Bruxelles, la cure austéritaire « devrait maintenant concerner aussi les dépenses sociales et les collectivités locales ».

### L'austérité pour les pauvres alimente la machine à profits

Alors que les profits du CAC40 flambent et continuent d'alimenter l'inflation, ce sont les travailleurs et les classes populaires qui sont visés, rendus responsables du déficit public. Bruno Le Maire a déclaré vouloir « *en finir avec l'Etat-providence* », une « *gratuité universelle* » dont abuseraient les plus pauvres. Il a déclaré « *nécessaire* » une nouvelle réforme de l'assurance chômage dont les durées d'indemnisation seraient « *les plus généreuses d'Europe* », et de nouvelles mesures d'économies sur la sécu comme le déremboursement des affections de longue durée qui représentent la moitié de la totalité des dépenses de santé.

L'« Etat-providence » n'a jamais été que la providence pour les plus riches, pour les grandes entreprises, l'indispensable soutien pour leur profits. En 2021, Bruno Le Maire se félicitait d'avoir réalisé « *la plus forte baisse d'impôts... 50 milliards d'euros en cinq ans* ». Depuis 2019, l'Etat distribue chaque année près de 200 milliards d'euros d'aides et de subventions aux entreprises. Sans parler des milliards du « *quoi qu'il en coûte* » de la période du Covid et du bouclier énergétique. Vendredi, à la timide suggestion de la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet qui proposait de faire payer une « *contribution exceptionnelle* » aux entreprises qui réalisent des « *superprofits* » ou versant des « *superdividendes* », Bruno Le Maire a opposé une ferme fin de non-recevoir.

### Contre la ruine de l'Éducation nationale, la mobilisation s'organise et se poursuit

Le pillage des caisses de l'Etat vers les intérêts privés a ruiné les services publics, arrivés à un état de délabre-

ment tel que la colère éclate. Dans l'éducation, la grève reconductible des personnels du 93 qui a démarré le 26 février à l'appel de l'intersyndicale départementale « *Pas de moyens, pas de rentrée !* », ne faiblit pas. Centrée sur la défense d'un plan d'urgence, leur lutte montre l'exemple et encourage un mouvement qui est en train de s'élargir à d'autres départements d'Ile-de-France et du pays, alimenté principalement par le refus de la mise en place des groupes de niveaux au collège, qui vont aggraver la sélection sociale, fermer la porte du lycée et des études supérieures aux jeunes issus des milieux populaires, et la colère contre les 700 millions que le gouvernement vient de retirer au budget de l'Education.

Partout, dans le contexte d'apathie syndicale, le mouvement ne comptant que sur lui-même s'organise démocratiquement à la base, dans des assemblées générales d'établissements, de villes, des coordinations, avec la volonté d'associer personnels du secondaire et des écoles, les parents d'élèves, comme en témoigne le succès du mouvement « *collèges morts* », et les lycéens.

Imposer des moyens pour les besoins collectifs du plus grand nombre, pour l'école, la santé, une augmentation générale des salaires et des revenus nécessite d'élargir la lutte, de discuter comment l'étendre en s'adressant à l'ensemble des salariés, confrontés à la même offensive globale des classes dominantes.

## **Contre l'austérité au service des profits, s'organiser pour diriger nous-mêmes nos luttes**

L'offensive de l'Etat contre les travailleur·ses et les classes populaires répond aux appels de Macron au « *réarmement* », et à l'« *économie de guerre* ». Mettre en échec cette politique suppose un affrontement que les directions syndicales se refusent à préparer, comme elles refusent de faire de la question des salaires une bataille politique globale de l'ensemble du monde du travail pour imposer au patronat l'augmentation générale des salaires, ne faisant que quémander de « *vraies négociations* » au gouvernement.

Une fraction militante de salarié·es, syndicalistes ou non, militants politiques, associatifs ou non organisés, en rupture avec la politique des directions syndicales, cherchent des réponses pour la lutte, s'organisent dans des interpros, des collectifs, des équipes syndicales à la base, pour prendre en main leurs luttes, discuter de leur politique, en toute indépendance des appareils syndicaux ou politiques institutionnels. Cette lutte pour les salaires et les conditions de travail c'est aussi la lutte pour l'annulation de la dette et la création d'un monopole public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population, une politique de classe contre l'austérité, contre le nationalisme et la guerre, pour prendre nous-mêmes en main les affaires de la société.

*Christine Héraud*

## **Élections truquées, guerre barbare, attentat terroriste, la tyrannie de Poutine, produit du nationalisme grand russe et de l'offensive de l'Otan, minée par sa propre violence**

**V**endredi, un terrible attentat a fait 137 morts et plus d'une centaine de blessés dans une salle de concert à Moscou où allait se dérouler un concert de rock. Des hommes armés en tenue de camouflage ont fait feu sur les spectateurs et provoqué un énorme incendie dans le bâtiment. Cet horrible massacre revendiqué par l'État islamique n'est pas sans rappeler les prises d'otages par des terroristes tchéchènes en 2002 à Moscou et dans le Caucase russe en 2004, dont le bilan sanglant, des centaines de morts, avait été dramatiquement aggravé par l'assaut d'une violence inouïe des troupes spéciales russes.

Il survient quelques jours après la réélection de Poutine dimanche dernier, un « triomphe » de sa dictature, obtenu par l'élimination des candidats les plus sérieux avant l'élection, une fraude massive et la peur de la répression permanente exercée par son régime. Le dictateur, fort de sa « victoire électorale » et pouvant arguer des menaces d'envois de troupes au sol de Macron et de quelques autres chefs d'État occidentaux, ne manquera pas de l'utiliser pour renforcer sa mainmise sur le pays et amplifier sa guerre.

Jeudi, de nouveaux bombardements russes ont frappé des installations électriques ukrainiennes dont plusieurs

ont été gravement endommagées. Le pouvoir russe qui a prétendu qu'il répondait ainsi à des attaques ukrainiennes sur son territoire a déclaré que la Russie était « *en guerre* » -il n'était question jusqu'alors que d'une « *opération militaire spéciale* »-, pour préparer une nouvelle mobilisation forcée dans la population.

Ces explosions de violence et de barbarie sont le produit des convulsions terribles dont ont souffert, après des décennies d'une dictature monstrueuse née de la contre-révolution stalinienne, les populations de l'ancienne Union soviétique plongées dans la tourmente de la mondialisation capitaliste à partir de la fin des années 80.

Cette histoire se confond avec celle de l'ascension sociale de Poutine, de son accession au pouvoir, puis de la consolidation de sa dictature dont le maintien dépend aujourd'hui de la continuation de la guerre, un régime menacé aujourd'hui par les forces les plus réactionnaires qui grandissent à l'ombre de la dictature.

## **Enfant naturel de la mondialisation capitaliste**

Comme nombre de ses comparses du KGB, Poutine, a assuré sa promotion et son enrichissement au début des an-

nées 90, alors qu'il était employé par le maire de Saint-Petersbourg, Sobtchak, en permettant à quelques hommes d'affaires de s'enrichir à la faveur du rétablissement de la propriété privée dans l'ancienne URSS.

L'économie étatisée et planifiée, lointain héritage de la révolution de 1917, était asphyxiée par la corruption et les privilèges occultes des sphères dirigeantes de la bureaucratie, sclérosée par l'obéissance servile due à la terreur et à la dictature indispensables pour maintenir le mensonge du prétendu socialisme. L'URSS était en outre embourbée dans une guerre en Afghanistan depuis 1979 et confrontée à l'offensive menée sur toute la planète par les vieilles puissances impérialistes, leurs trusts, leurs Etats, leurs institutions financières internationales, pour faire remonter les taux de profit en abattant toutes les barrières qui s'opposaient à la pénétration et à la valorisation de leurs capitaux.

La crise de succession ouverte à la mort de Brejnev en 1982, après 18 ans de règne, déboucha sur des bouleversements qui, sous le règne de Gorbatchev, aboutirent en quelques années à l'effondrement de l'URSS en décembre 1991 -ses quinze républiques ayant déjà fait sécession-, et au rétablissement de la propriété privée officielle auquel aspiraient depuis longtemps ses couches dirigeantes.

Elsine, sacré « *champion de la démocratie* » par les gouvernements occidentaux contre Gorbatchev qu'il évinça en août 1991, entreprit d'achever la privatisation et la libéralisation de l'ensemble de l'économie et de la société, une « *thérapie de choc* » inspirée par le FMI. La libération des prix, la convertibilité du rouble et l'hyperinflation qui s'ensuivit ruinèrent du jour au lendemain des millions de Russes. La fin des subventions aux produits de consommation, la fermeture des hôpitaux remplacés par des cliniques privées ainsi que des écoles publiques, de même que la chute de la production entraînée par la rupture des liens entre les Républiques, ramenèrent la société russe au niveau d'un pays pauvre.

A l'automne 93, Eltsine fit donner les chars contre le Parlement pour soumettre une opposition de députés, il y a peu encore ses alliés, voulant exploiter le mécontentement populaire à leur profit. Ce fut un véritable putsch, sanglant, autorisé par le président américain Bill Clinton et salué par la presse internationale<sup>1</sup>. C'est à ce sinistre personnage soutenu par tous les États occidentaux que Poutine offrit ses services à partir de 1996. Il entra dans l'administration présidentielle, devenant peu après le dirigeant du FSB, l'ancien KGB. Dans cette période, une poignée d'oligarques, Potanine, Khodorkovsky, Berzovsky, Gusinsky, Alekperov, s'emparèrent avec l'aide de l'État de pans entiers de l'économie, les plus rentables, gaz et pétrole, minerais, et de tous les moyens d'information... Tandis que les nouveaux riches faisaient étalage d'un luxe tapageur, la population subit une paupérisation terrible aggravée par une crise financière aiguë en 1998. Les grèves et les manifestations de la révolte des travail-

leurs et de la population se multiplièrent, provoquant une véritable crise politique. En décembre 1999, Eltsine démissionna, remplacé par Poutine qui était devenu en août son Premier ministre et qui se fit élire président en mars 2000.

## « *On ira buter [les terroristes] jusque dans les chiottes* », Poutine, septembre 1999

A peine arrivé au pouvoir, en octobre 1999, Poutine déclencha une deuxième guerre en Tchétchénie -après celle menée par Eltsine de 1994 à 96-, sous prétexte des attentats à Moscou attribués aux islamistes tchétchènes, pour ramener en réalité cette république du Caucase dans le giron de la Russie. Cette « *opération anti-terroriste* » comme elle fut baptisée par le pouvoir russe fut une guerre particulièrement meurtrière, Grozny, la capitale tchétchène fut complètement rasée, et Poutine en profita pour renforcer son pouvoir policier en Russie contre toute contestation.

Dès lors, alors que les relations avec les Etats-Unis s'étaient tendues à cause de la campagne d'intenses bombardements de l'Otan contre la Serbie en 1999, Poutine fut considéré comme un allié par George Bush lorsque, au lendemain des attentats du 11 Septembre 2001 perpétrés par Al-Qaïda, les Etats-Unis qui avaient soutenu les talibans lorsqu'ils étaient en guerre contre l'occupation de URSS, engagèrent une vaste offensive militaire au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste, en Afghanistan à partir de 2001 et contre l'Irak en 2003. Ces bonnes relations avec l'Otan durèrent, malgré l'intégration à l'Alliance militaire en 2004 des anciens pays du « *glacis soviétique* » -les 3 états baltes, la Roumanie, la Slovaquie et la Bulgarie- après celle en 1999 de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchéquie. Le partenariat conclu entre l'Otan et la Russie en 1997 ne fut pas remis en cause, le pouvoir de Poutine se révélant un soutien efficace de l'ordre impérialiste mondial après la période de crises sociales et politiques, un climat d'instabilité peu propice aux affaires, de la deuxième moitié des années 90, dans l'ancienne URSS. En 1997, la Russie fut aussi intégrée au G7 qui devint le G8 jusqu'en 2014, début de la guerre d'Ukraine.

## Un pouvoir fort pour régenter pillage et exploitation

En Russie même, Poutine bénéficia d'une certaine popularité au début des années 2000. Le PIB de 1990 fut retrouvé en 2006. L'économie russe qui avait été ruinée par le dépeçage de ses grandes entreprises et infrastructures publiques par l'État lui-même au bénéfice de ses nouveaux capitalistes, retrouva une certaine vigueur grâce à la hausse des prix des matières premières sur le marché mondial. Le système était toujours dominé par les oligarques mais il fut, à partir de l'arrestation de l'un d'eux en 2003, Khodorkovsky, arbitré par le pouvoir. Comme l'explique le journaliste de Médiapart Romaric Godin dans un article publié le 11 mars 2022, « *La kleptocratie qui a émergé de la thérapie de choc n'a pas été supprimée, elle a été réorganisée par l'État dans l'intérêt de la classe diri-*

1 <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/151/A/57074>

geante. »<sup>2</sup>. L'État a repris le contrôle de certains secteurs, du secteur militaro-industriel en particulier, ainsi que des sources d'énergie et il n'hésite pas à prélever une partie des richesses que les capitalistes font sortir de Russie vers des paradis fiscaux ou leurs lieux de résidence à l'étranger pour assurer l'enrichissement personnel des dirigeants, financer la machine répressive et réaliser des investissements que n'effectue pas le privé. Mais tout est fait dans l'intérêt des possesseurs de grandes fortunes proches du pouvoir et malheur à ceux qui n'obéissent pas à celui-ci.

Bien que la société soit extrêmement inégalitaire -en 2020, 1 % des plus riches concentrent entre leurs mains 21,4 % du revenu total et près de 50 % de l'ensemble du patrimoine-, il y a eu dans ces années-là une amélioration du niveau de vie pour une frange de la population par rapport à la catastrophe sociale des années 90, ce qui a assuré une certaine adhésion au régime de Poutine qui s'est appuyé sur un nationalisme grand russe, une volonté de revanche après l'humiliation ressentie par certains Russes au moment de l'effondrement de l'URSS, de sa perte d'influence dans le monde, du démantèlement de son économie sous la pression du marché capitaliste.

### **De l'allié de l'Otan à son ennemi public n°1**

Lors de la conférence sur la sécurité de Munich, en 2007, Poutine avait mis en garde les dirigeants occidentaux en plaidant pour un monde « multipolaire » face au « modèle unipolaire » dirigé par les USA. « *Il me semble évident, avait-il ajouté, que l'élargissement de l'Otan n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est une provocation qui sape la confiance mutuelle et nous pouvons légitimement nous demander contre qui cet élargissement est dirigé.* » Il n'est pas impossible que cette mise en garde ait poussé Angela Merkel à mettre son veto au sommet de l'Otan en 2008 à Bucarest à l'intégration à court terme de l'Ukraine et de la Géorgie qui était alors envisagée.

[2 https://www.mediapart.fr/journal/international/100322/les-fondements-economiques-de-la-guerre-russe-en-ukraine](https://www.mediapart.fr/journal/international/100322/les-fondements-economiques-de-la-guerre-russe-en-ukraine)

Une chose est sûre, l'Ukraine devenait un terrain d'affrontement entre les visées de l'Union européenne et de l'Otan et celles de la Russie. D'autant plus à partir de la grande crise mondiale de 2008 qui a provoqué l'exacerbation de la concurrence économique, de la lutte pour l'accaparement des richesses naturelles et pour exploiter au moindre coût le travail humain.

Les terres agricoles d'Ukraine, ses richesses minières, les accès à la mer Noire, sont convoités tant par les vieilles puissances impérialistes que par la Russie de Poutine.

C'est fondamentalement la raison de la guerre actuelle dans laquelle sont broyées des centaines de milliers de vies humaines dans le seul intérêt des classes possédantes et exploiteuses de quelque camp qu'elles soient.

Ni Washington ni Moscou ne maîtrisent l'évolution de cet enchaînement de violence barbare impulsé par l'offensive des USA après l'effondrement de l'URSS, à travers les guerres de Yougoslavie, d'Afghanistan, d'Irak. Alors que Zelensky est en difficulté face à une guerre sans issue ni fin, que les forces les plus réactionnaires préparent la chute de la tyrannie de Poutine pour tenter de tirer profit d'une possible balkanisation de la Russie, les déclarations des dirigeants occidentaux au lendemain de l'attentat de Moscou expriment leur propre inquiétude devant les enchaînements de violence qu'ils ont eux-mêmes provoqués, au moment où l'extrême droite s'affirme de plus en plus aux USA derrière Trump.

Personne ne peut dire ce que seront les nouveaux drames engendrés par la politique des puissances capitalistes, une chose est sûre cependant, elles sont incapables de mettre un terme à la folie meurtrière dont elles ont perdu le contrôle. Le pire est à venir. Le mouvement ouvrier, les forces progressistes ont besoin de voir avec lucidité l'avenir pour se donner les moyens d'y faire face.

La paix ne peut être conquise et imposée que par la révolte des travailleurs et des peuples contre le système capitaliste et les classes possédantes qui engendrent la barbarie économique et la guerre.

Galia Trépère

## **Biden-Trump, les candidats d'un capitalisme sénile en décomposition qui menace la planète...**

Confirmés à l'issue des primaires du Super Tuesday, mardi 12 mars, sans surprise, Biden et Trump seront respectivement les candidats des machines électorales démocrate et républicaine pour la présidentielle de novembre 2024 aux USA. Le sortant, âgé de 81 ans, manifeste une fragilité et une certaine confusion dans les propos, le milliardaire, ex-président postulant à un nouveau mandat, est sous le coup de quatre procédures judiciaires, d'une amende de 454 millions de dollars sans oublier les accusations concernant sa responsabilité dans le coup de force du 6 janvier 2020 contestant la légitimité de l'élection de Biden. Un agité fantasque, brutal, aux propos et aux actes violents cherche sa revanche, sa vengeance en

flattant tous les préjugés réactionnaires contre un vieux politicien sur le retour à l'intelligence déficiente...

Ils sont l'un et l'autre le produit du capitalisme américain décadent et des institutions bureaucratiques et corrompues qui encadrent la société au mépris des droits des classes populaires.

Le capitalisme de Musk n'a que faire des droits humains, du respect de la démocratie et des minorités que le capitalisme a toujours bafoués. Son absurde et folle logique d'accumulation de richesses sélectionne pour le servir des déséquilibrés qui intègrent leur idéologie libertarienne, la liberté d'une minorité parasite d'exploiter la collectivité.

Obama, élu en 2008, est le dernier Président qui a pu susciter aux USA et dans le monde des espoirs et des illusions qui n'ont pas résisté à sa politique, continuité de celle de Bush. Obama a accompagné la grande récession de 2008 pour organiser le sauvetage du système financier contre la population. Loin de résoudre la crise cette politique en a préparé la nouvelle étape, la stagflation, l'aggravation de la dette, l'exacerbation de la concurrence, le militarisme, engageant avec les guerres d'Ukraine et d'Israël le monde dans une dangereuse escalade militaire dont Biden a été le maître d'œuvre.

Les illusions ont cédé la place aux déceptions, aux rancœurs voire aux haines qui se retournent contre Biden et dont Trump se veut le porte-parole. Quel que soit le président que la machine dite démocratique américaine sélectionnera au final, il sera bien incapable d'apporter des réponses à la faillite du capitalisme. Et si Wall Street et le Pentagone, l'administration américaine garderont la main sur celui qui sera en position de maintenir l'ordre de l'oligarchie financière, il est certain qu'ils ont perdu le contrôle de leur propre système. Seul le monde du travail est en mesure d'instaurer un ordre progressiste non seulement au sein de la première puissance capitaliste mais dans le monde que cette dernière entraîne dans le chaos.

### **Biden, le plus court chemin vers Trump malgré... Taylor Swift**

Biden avait commencé sa présidence, il y a trois ans, par un appel à l'unité pour défendre l'Amérique, « *América is back* » appelait à l'unité « *Make América great again* » ! Deux partis pour une même politique mais des intérêts d'appareils corrompus opposés et des clientèles électorales différentes. Et l'hypocrisie de l'unité a ouvert la route au coup de force du 6 janvier...

Dans son discours sur l'état de l'Union, la veille du Super Tuesday, Biden s'est présenté comme le défenseur de la démocratie, des droits sociaux et du droit à l'avortement, de la liberté dans le monde contre Poutine. « *La liberté et la démocratie sont attaquées, simultanément chez nous et à l'étranger, la Russie de Poutine est en marche, envahissant l'Ukraine et semant le chaos en Europe et au-delà... L'Ukraine peut arrêter Poutine si nous la soutenons et lui fournissons les armes dont elle a besoin pour se défendre... Mais aujourd'hui, l'aide à l'Ukraine est bloquée par ceux qui veulent que nous abandonnions notre rôle dans le monde !* ».

Biden place la guerre d'Ukraine au centre de sa politique *América is back* et de sa campagne électorale. L'argument manque de crédibilité d'autant que le soutien sans réserve de Biden à la guerre génocidaire d'Israël est d'autant plus impopulaire qu'il s'accompagne de propos hypocrites et cyniques sur l'aide humanitaire et un cessez-le-feu que, maintenant, les USA font semblant de vouloir imposer à Israël !

Les classes populaires, la jeunesse rejettent cette politique belliciste comme le montre le mouvement de soutien aux Palestiniens, rejet que Trump tente de récupérer en flattant l'isolationnisme.

Biden mène campagne en se présentant comme un rempart contre Trump au nom de la démocratie et des droits des femmes. « *Clairement, ceux qui se félicitent d'avoir renversé Roe vs Wade [l'arrêt qui, depuis 1973, accordait aux Américaines le droit d'avorter sur tout le territoire] n'ont aucune idée du pouvoir des femmes en Amérique. Mais ils l'ont découvert lorsque la liberté reproductive se trouvait sur le bulletin de vote et a gagné en 2022, en 2023, et ils le découvriront à nouveau en 2024.* » Ces proclamations démocratiques comme les déclarations d'intention en matière de politique sociale sont discréditées, malgré le soutien de la très populaire Taylor Swift, par son bilan. Les 50 % les plus pauvres de la population possèdent 1,5 % de la richesse du pays et 13 % des revenus alors que la part de la richesse détenue par les 1 % les plus riches est 23 fois plus élevée que la part détenue par les 50 % les plus pauvres ! En 1968, les 20 % des ménages américains les plus riches représentaient 43 % des revenus, en 2018, ils en ont retiré 52 %, soit plus que les 80 % les plus pauvres qui n'ont obtenu qu'une part de 48 %. Cette explosion des inégalités s'inscrit au bilan de Biden.

### **La même surenchère nationaliste et xénophobe contre les migrants**

Dans son projet budgétaire pour 2025, Biden a proposé une augmentation de 4,7 milliards de dollars pour renforcer les frontières avec le Mexique afin d'embaucher plusieurs milliers d'agents de répression, de maintenir ouverts 34 000 lits en centres de rétention, et de continuer de détenir et de trier les enfants immigrés. La proposition a été bloquée par les Républicains qui l'avaient négociée eux-mêmes avec les Démocrates, après qu'ils ont exigé la fermeture de la frontière comme condition pour approuver l'aide financière à l'Ukraine, à Israël et à Taïwan. Des marchandages entre brigands qui sur le fond sont d'accord comme ils l'ont montré en parvenant, au final, à un accord !

Sans réponse face à l'explosion des inégalités, à la dégradation des conditions de vie, des services publics, à l'épidémie d'opioïdes, aux violences et fusillades quotidiennes qu'ont engendrées leur politique, Biden et Trump rivalisent de démagogie anti-immigrés flattant les préjugés et les peurs, deux campagnes portées par une même surenchère xénophobe et sécuritaire pour dévoyer la colère des classes populaires.

### **Au-delà de la démagogie, des politiques soumises à Wall-Street et à l'oligarchie financière**

Plus personne ne croit réellement aux promesses démagogiques de Biden d'engager une politique sociale qui serait financée par des augmentations d'impôts sur les riches, des promesses déjà faites et non tenues et qui ne seront pas plus tenues dans l'avenir. Bien au contraire, ces promesses sont l'expression d'un cynisme révoltant alors que l'essentiel de la politique de Biden a été de subventionner les multinationales, l'industrie et la finance qui poursuivent des spéculations insensées et absurdes et d'injecter des milliards dans les guerres en Ukraine, au

Moyen-Orient et, à plus long terme, contre la Chine et en Asie. Trump élu ne changerait rien à ce niveau-là. Ne vient-il pas de déclarer que ses récentes menaces contre les pays européens de l'Otan qui avaient suscité tant de commentaires alarmistes n'étaient qu'une « *manière de négocier* ».

Le budget du Pentagone atteint un montant record de 850 milliards de dollars pour 2025 soit une augmentation de 4,1 % par rapport à 2024. Les dépenses militaires totales des États-Unis dépasseront les 1000 milliards de dollars.

L'offensive contre les travailleurs et les classes populaires, les subventions au capital et le militarisme sont une seule et même politique, répondant à la défense des intérêts de classe des capitalistes américains face à la concurrence mondialisée.

## **La décomposition économique, sociale et politique de la première puissance mondiale menace l'avenir de la planète**

La possible et probable élection de Trump suscite une inquiétude alarmiste tant chacun a conscience que la puissance économique, monétaire et militaire des USA fait de l'élection présidentielle un enjeu pour l'ensemble de la planète. Dépassés par les conséquences de la mondialisation capitaliste dont ils ont été eux-mêmes la force motrice, les USA sont aujourd'hui incapables d'assurer l'ordre mondial, d'assumer leur rôle de gendarme du monde et deviennent, en retour, son principal facteur d'instabilité, fauteurs de crise et de guerre. A défaut d'être en mesure de jouer les gendarmes du monde, leur puissance inégalée et les alliances qu'elle leur permet leur donnent les moyens de perpétuer leur hégémonie dépassée en accentuant les tensions et les conflits internationaux.

La guerre commerciale mondiale réduit la croissance et augmente l'inflation du fait des mesures protectionnistes, de la balkanisation des chaînes d'approvisionnement, de la contestation aussi du dollar. L'exacerbation de la concurrence mondialisée se retrouve dans l'exacerbation de la lutte de classe et réciproquement.

La menace résulte des contradictions qui minent la citadelle du capitalisme mondial auxquelles les classes dominantes n'ont d'autre réponse que la fuite en avant dans la guerre sociale, la guerre commerciale et militaire dans lesquelles elles ont entraîné l'humanité.

## **Trump, fourrier d'un fascisme américain ?**

L'élection de 2024 commence là où celle de 2020 s'est arrêtée, la légitimité du vote étant par avance remise en question ainsi que la légitimité de la candidature de Trump. La machine démocratique du capitalisme américain se remet en cause elle-même sans avoir de réponse à sa crise. Elle n'est plus à même de contenir les tensions sociales et politiques qui s'exacerbent, dont la source n'est pas la personnalité de Trump mais des processus sociaux et historiques bien plus profonds.

L'ensemble de l'institution est gangrené de l'intérieur par les Républicains. Des shérifs, qui sont des élus, vantent la résistance contre le pouvoir fédéral, des milices s'en-

traînent et s'arment, des doctrines défendant une liberté messianique de la loi du plus fort se répandent sur Internet, dans des émissions de radio, sur les chaînes de télévision câblées ou par la bouche de propagandistes qui haranguent les badauds dans les galeries marchandes.

L'ultra-droite fascisante est le point de convergences de fantasmes complotistes, pouvoir blanc, identité chrétienne, inviolabilité du Deuxième Amendement (le droit de posséder et de porter des armes), refus de l'impôt...

La guerre exacerbe les tensions sociales intérieures, car la classe dirigeante cherche à imposer aux classes populaires le coût des budgets militaires record. La logique du militarisme conduit à la militarisation du pays, un pouvoir fascisant qui pourrait se forger au sein même du congrès dans le cadre institutionnel.

## **Le parti du travail contre les partis du capital**

Il n'y a pas de réponse au sein de ces institutions corrompues. La réponse est entre les mains de la classe ouvrière et des opprimés, des femmes, des minorités, de la jeunesse qui se détournent de la farce électorale et ont besoin de rompre avec le Parti démocrate pour construire leur propre parti. Chaque moment passé à soutenir un « moindre mal » qui s'attaquera tout de même à la population est un moment perdu pour la construction de l'alternative qui trouve sa propre base sociale dans la nouvelle combativité et une conscience de classe croissante au sein du monde du travail.

C'est elle qui a ouvert la voie à la grève des travailleurs de l'automobile, un mouvement inédit de la classe ouvrière américaine qui a attiré à elle un large mouvement de sympathie au sein de toute la population et aussi à l'échelle internationale, un large soutien à l'UAW contre les Big Three. Cette sympathie allait aux déclarations radicales de son nouveau leader, Shawn Fain, malgré sa compromission avec Biden : « *les travailleurs font tourner cette économie, et nous, les travailleurs, avons le pouvoir de bloquer cette économie si elle ne fonctionne pas pour la classe ouvrière* ».

Ce pouvoir est un pouvoir politique, le pouvoir de changer la société, d'en finir avec la domination des Big Three et de leurs amis de Wall-Street. Il ne peut s'exercer qu'en pleine indépendance des partis institutionnels, des Démocrates.

De la vague de grèves des enseignants qui a commencé en 2018, au soulèvement de 2020 contre les violences policières, en passant par l'explosion de nouvelles mobilisations syndicales après la pandémie, et les grèves massives de 2023 (qui ont inclus près de 200 000 acteurs et écrivains), la classe ouvrière américaine reconstruit lentement la combativité qu'elle a perdue face à l'offensive réactionnaire des quatre dernières décennies.

Elle prend conscience à quel point la crise intérieure qui secoue le capitalisme américain et sa politique étrangère de plus en plus belliciste sont les deux faces d'une politique des classes dominantes prêtes à tout pour préserver leurs privilèges, leur domination et leur hégémonie mondiale.

*Yvan Lemaitre*